

Le Patriarcat latin réagit aux récentes violences à Jérusalem

Par : Patriarcat latin de Jérusalem - Publié le 10 mai 2021

Déclaration du Patriarcat latin de Jérusalem concernant les récentes violences à Jérusalem

Avec tous les chefs d'Eglises, nous sommes "profondément découragés et préoccupés par les récents événements violents à Jérusalem-Est, que ce soit à la mosquée Al Aqsa ou à Sheikh Jarrah, qui violent le caractère sacré du peuple de Jérusalem, de Jérusalem en tant que ville de Paix", et exigent une intervention urgente.

La violence exercée à l'encontre des fidèles porte atteinte à leur sécurité et à leur droit d'accéder aux Lieux Saints et de pratiquer librement leur culte. L'expulsion forcée des Palestinien.ne.s de leurs maisons à Sheikh Jarrah est également une violation inacceptable des droits humains les plus fondamentaux, le droit à un logement. C'est une question de justice pour les habitant.e.s de la ville de vivre, prier et travailler, chacun.e selon sa propre dignité ; une dignité accordée à l'humanité par Dieu lui-même.

En ce qui concerne la situation à Sheikh Jarrah, nous nous faisons l'écho des propos du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, qui a déclaré que l'État de droit est "appliqué de manière intrinsèquement discriminatoire". Cette situation est devenue un point de tension majeur dans le contexte de la montée des tensions à Jérusalem en général. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'un conflit immobilier entre des parties privées. Il s'agit plutôt d'une tentative motivée par une idéologie extrémiste qui nie le droit à l'existence d'une personne dans sa propre maison.

Le droit d'accès aux Lieux Saints est particulièrement préoccupant également. Les fidèles palestinien.ne.s se sont vus refuser l'accès à la mosquée Al Aqsa pendant ce mois de Ramadan. Ces démonstrations de force blessent l'esprit et l'âme de la Ville Sainte, dont la vocation est d'être ouverte et accueillante ; d'être une maison pour tou.te.s les croyant.e.s, avec des droits, une dignité et des devoirs égaux.

La position historique des Eglises de Jérusalem est claire en ce qui concerne notre dénonciation de toute tentative qui fait de Jérusalem une ville exclusive pour quiconque. C'est une ville sacrée pour les trois religions monothéistes et, sur la base du droit international et des résolutions de l'ONU, c'est également une ville où le peuple palestinien - chrétien.ne.s et musulman.e.s - a le même droit de construire un avenir fondé sur la liberté, l'égalité et la paix. Nous appelons à un respect absolu du statu quo historique de tous les lieux saints, y compris l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa.

L'autorité qui contrôle la ville doit protéger le caractère particulier de Jérusalem, appelée à être le cœur des religions abrahamiques, un lieu de prière et de rencontre, ouvert à tou.te.s et où tou.te.s les croyant.e.s et les citoyen.ne.s, de toute confession et appartenance, peuvent se sentir chez elles/eux, protégé.e.s et en sécurité.

Notre Église a été claire : la paix exige la justice. Dans la mesure où les droits de chacun.e, Israélien.ne.s et Palestinien.ne.s, ne sont pas défendus et respectés, il n'y aura pas de

justice et donc pas de paix dans la ville. Il est de notre devoir de ne pas ignorer l'injustice ni toute agression contre la dignité humaine, quel que soit l'auteur de ces actes.

Nous appelons la Communauté internationale, les Eglises et toutes les personnes de bonne volonté à intervenir pour mettre fin à ces actions provocatrices, et à continuer à prier pour la paix de Jérusalem. Nous nous associons dans la prière à l'intention du Saint-Père, le Pape François, pour que "l'identité multi-religieuse et multiculturelle de la Ville Sainte soit respectée et que la fraternité prévale."

9 mai 2021

Traduction Ccfp Terre-solidaire